

Atelier sur l'examen volontaire de la mise en œuvre des ODD par l'UE

22 novembre 2022

I. Introduction et méthodologie

Le Forum politique sur le développement, en coordination avec la direction générale des partenariats internationaux de la Commission européenne (DG INTPA), le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) et le département des affaires économiques et sociales des Nations unies, a organisé une session en ligne avec des organisations de la société civile (OSC) et des associations d'autorités locales (AAL). Il visait à fournir aux participants des informations sur le processus d'examen volontaire de l'UE et son importance politique. Les OSC et les AL ont eu l'occasion de poser des questions et d'apporter leurs contributions lors de la discussion en plénière, où le personnel de la Commission a fourni des informations complémentaires et des clarifications.

Principaux points d'information

II. Allocution d'ouverture

Marlene Holzner, chef de l'unité des autorités locales, des organisations de la société civile et des fondations de la DG INTPA, a souhaité la bienvenue aux participants, soulignant que les objectifs de développement durable (ODD) et l'EUVR sont au cœur de l'analyse et des discussions des OSC et des AL avec l'UE. Elle a expliqué que l'objectif de l'atelier était de répondre aux besoins des OSC et des AL, tout en reconnaissant que la Commission ne peut pas accorder un accès libre au projet de rapport en raison de contraintes procédurales.

III. Mise en œuvre du programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations unies au moyen d'examen volontaires ([voir diapositives Powerpoint](#))

Camilla Brückner, directrice du bureau des Nations unies à Bruxelles et représentante des Nations unies auprès de l'UE, a remercié la Commission d'avoir consulté en temps utile les parties prenantes afin de préparer l'EUVR. Ce réexamen offre une occasion unique de placer les ODD au centre des priorités politiques et stratégiques de l'UE dans le contexte des crises mondiales actuelles.

Le processus d'examen volontaire peut contribuer à la cohérence des politiques. L'UE devrait procéder à un examen équilibré des trois dimensions du développement durable (social, économique et environnemental) et tenir compte de leur nature interconnectée. L'EUVR devrait également indiquer où se trouvent les lacunes et le manque de progrès. Ce processus peut instaurer la confiance et envoyer un message clair aux autres pays sur les défis communs. L'examen volontaire devrait être centré sur les personnes, tenir compte des questions d'égalité entre les hommes et les femmes, respecter les droits de l'homme et accorder une attention particulière aux personnes les plus éloignées. La dimension extérieure de l'EUVR offre également l'occasion de montrer comment la stratégie «Global Gateway» contribue aux ODD.

Un forum politique de haut niveau des Nations unies (comme le sommet sur les ODD sous les auspices de l'Assemblée générale) aura lieu en juillet et septembre 2023. Une réunion spéciale («Sommet du

futur») en septembre 2024 examinera comment la communauté mondiale peut accélérer et renforcer la mise en œuvre des ODD.

IV. L'importance politique de l'EUVR dans le contexte mondial/multilatéral

Daniel McCormack, chargé de mission du SEAE, a souligné l'importance d'une approche inclusive de l'EUVR qui fera le point sur les progrès accomplis jusqu'à présent et se projettera vers 2030. L'EUVR revêt une importance politique compte tenu des reculs enregistrés dans la réalisation des ODD dans un contexte mondial de crise alimentaire, énergétique et financière exacerbée par la pandémie de COVID-19 et la guerre de la Russie contre l'Ukraine, ainsi que d'un environnement mondial de plus en plus compétitif.

Dans ce contexte, il est important de maintenir l'engagement de l'UE et sa communication sur le l'Agenda 2030. La préparation des sommets des Nations unies sur les ODD est l'occasion de renforcer le système multilatéral, et l'UE soutient les recommandations formulées par le Secrétaire général des Nations unies dans le rapport 'Notre programme commun'.

V. Mise en œuvre des ODD et préparation de l'examen volontaire de l'UE (voir diapositives Powerpoint)

Carlos Berrozpe García, expert principal, chef de secteur chargé de la mise en œuvre des ODD, DG INTPA, explique que cette première EUVR est placée sous la coordination du secrétaire général et sous l'autorité directe de la présidente de la Commission, Mme von der Leyen. Un aspect positif de l'EUVR est d'accroître la visibilité des ODD au niveau mondial et au sein de l'UE (le programme de travail de la Commission pour 2023 réaffirme le rôle central des ODD).

La participation des parties prenantes fait partie intégrante de cet exercice complexe mais important. La Commission examine les bonnes pratiques d'autres pays qui ont réalisé des examens volontaires. Les principaux canaux de consultation vont au-delà des procédures institutionnelles habituelles pour ce type de document de la Commission. Elles consistent en des contributions écrites via la plateforme «Donnez votre avis»¹ et d'un processus de consultation mené par le Comité économique et social européen (CESE) afin de recueillir les points de vue collectifs des parties prenantes. Les OSC et les AAL sont encouragées à faire connaître ces canaux de consultation à travers leurs réseaux. Des discussions sectorielles sont également en cours. Le FPD est un espace pour discuter de l'EUVR avec les parties prenantes engagées dans un partenariat international, et le compte rendu de cette réunion complétera les principaux canaux de contribution.

La «forme est fonctionnelle» dans l'EUVR. Cela signifie que, compte tenu de ses objectifs, l'examen doit être concis, pour être lu et compris par les citoyens et les décideurs politiques, et doit donc être ciblé. L'EUVR vise à être claire et honnête sur les tendances et les défis des ODD. Il examinera chaque ODD séparément et vise à montrer les liens entre les différents ODD grâce à une méthodologie innovante qui limite les risques de double comptage. L'EUVR est également une occasion importante de fournir, pour

¹ https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/13600-EU-Voluntary-Review-on-the-implementation-of-the-2030-Agenda-for-Sustainable-Development_en

la première fois, une vue d'ensemble de la manière dont l'UE a des engagements et des cibles contribuant à la réalisation des ODD, en établissant un lien systématique entre les politiques et les tendances. Il s'agit d'un résultat clair d'une consultation multipartite sur cet objectif. L'examen équilibrera les aspects internes et externes, afin de montrer comment l'UE soutient ses partenaires, en particulier par le biais de la stratégie «Global Gateway». Les participants à la réunion ont été invités à soumettre des exemples de bonnes pratiques, car l'EUVR présentera une sélection de partenariats incluant la société civile et les autorités locales.

VI. Propositions et clarifications issues de la discussion

1. Contenu de l'EUVR

Des exemples de bonnes pratiques sont importants, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'UE. L'accent sera mis sur les partenariats qui ne font pas double emploi avec les examens volontaires nationaux, tandis que l'EUVR vise à servir de portail aux examens volontaires nationaux et locaux.

Liens et ODD transversaux: Certains participants ont demandé comment les ODD seraient intégrés sur des questions transversales telles que l'égalité entre les hommes et les femmes, les droits et le climat/l'environnement, notamment pas des exemples concrets où l'UE et les États membres font du bon travail. Les paramètres du rapport seront pris en compte dans une certaine mesure: certains exemples seront liés à des ODD spécifiques, mais il y aura également des exemples d'interconnexions. L'ODD 16 et la promotion des droits de l'homme, de la gouvernance, de l'État de droit et de la sécurité, y compris le rôle de la société civile, constitueront un aspect important de l'examen volontaire. Il en va de même pour l'ODD 17 (renforcer les moyens de mise en œuvre et revitaliser le partenariat mondial), y compris le renforcement des capacités et le renforcement des outils analytiques dans le cadre des partenariats de l'UE.

Retombées, échanges commerciaux et défis liés à l'impact des politiques: Certains participants ont demandé une évaluation et un bilan honnête dans le cadre de l'EUVR, en mentionnant spécifiquement la dette (en pourcentage des budgets nationaux), les investissements étrangers et les subventions aux combustibles fossiles. Là encore, des exemples concrets peuvent indiquer ce qui peut être fait en réponse aux défis. En ce qui concerne la dette, l'UE est très consciente de cette question et active dans les enceintes internationales. Un principe central de la stratégie «Global Gateway» (GG) est de ne pas travailler avec des partenaires sur des projets susceptibles d'accroître l'endettement.

2. Participation des parties prenantes

Transparence: Certains participants s'interrogent sur la possibilité de voir un projet ou de se réunir avant la publication de l'EUVR. La Commission continuera à dialoguer avec la SC et les AL dans les limites des procédures institutionnelles. Le secrétariat général de la Commission déterminera le processus à suivre sur la base des contributions de la consultation. La Commission est également ouverte à des réunions bilatérales avec les parties prenantes.

Engagement et réseaux de la société civile: Certains participants ont souligné la nécessité pour les parlements et les gouvernements d'utiliser le langage des citoyens et de localiser les ODD, et ont noté

que l'inclusion des communautés dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques est essentielle. Les réseaux existants sont déjà actifs dans les processus relatifs aux ODD et peuvent partager des pratiques efficaces.

Au Forum politique de haut niveau des Nations unies la société civile pourra exprimer son point de vue en plénière et, en principe, lors d'une manifestation parallèle de haut niveau, mais il n'est pas prévu qu'elle coprésente officiellement l'examen volontaire en raison de la complexité de la représentation de l'UE.

Engager les AL : certains participants ont souligné l'importance de la coopération locale et à plusieurs niveaux dans la préparation des examens volontaires ; quelques exemples de bonnes pratiques ont été mentionnés, y compris d'autres régions, comme l'Asie et le Pacifique. L'EUVR abordera l'approche multi-niveaux de la mise en œuvre des ODD, avec des exemples. Le Centre commun de recherche (CCR) collabore avec les autorités locales pour les examens locaux.

Participation du Parlement : la Commission fait régulièrement rapport au Parlement européen (PE) sur l'EUVR. Le PE publie des rapports d'initiative sur les ODD, et les députés européens font partie de la délégation de l'UE au Forum politique de haut niveau. Le PE discute des ODD par le biais, par exemple, d'une commission conjointe Environnement (ENVI) et Développement (DEVE), mais pas dans le cadre d'un cycle systémique.

Plateforme pluripartite (groupe d'experts) sur les ODD: Le rétablissement de la plateforme n'est actuellement pas envisagé, mais les consultations de l'EUVR pourraient être un moyen de le suggérer, si les parties prenantes le souhaitent. Le précédent groupe d'experts a été remplacé par un dialogue avec un groupe plus large de parties prenantes sous différentes formes.

3. Lien avec d'autres processus de l'UE

Cadre financier pluriannuel (CFP) : certains participants ont demandé comment le l'EUVR sera intégré dans l'examen à mi-parcours prévu du CFP. L'EUVR examinera plusieurs instruments financiers de l'UE, chacun d'entre eux devant expliquer chaque année comment il soutient les ODD.

Cohérence des politiques pour le développement (CPD) : l'EUVR intégrera le rapport annuel sur la cohérence des politiques pour le développement. Le succès du processus RVUE influera sur les décisions relatives à l'avenir des rapports sur la CPD ; il n'est pas encore possible de dire s'ils resteront sous la forme de rapports autonomes.

Les délégations de l'UE apportent leur contribution à l'EUVR, y compris les chapitres sur les questions horizontales, par le biais d'un travail quotidien avec le SEAE et les DG concernés, et par des rapports structurés réguliers.